

ZOOM SUR LES MÉTIERS **EN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE**

www.onisep.fr / www.experts-comptables.fr



**ZOOM****SUR LES MÉTIERS****EN CABINET D'EXPERTISE****COMPTABLE**

Les cabinets d'expertise comptable représentent un secteur dynamique en pleine mutation et au cœur de l'économie. Par leurs missions multidimensionnelles, ils accompagnent tous types d'organisations de tous secteurs. Ils les conseillent, par exemple sur le plan fiscal, social, réglementaire, stratégique, mais également en matière de financement, de gestion des risques ou de durabilité, en intervenant à toutes les étapes de leur vie.

Aujourd'hui, l'ampleur des mutations (accélération technologique, durabilité, données...) redéfinit le périmètre des missions des cabinets et nécessite une compréhension panoramique des besoins des clients. À côté des missions traditionnelles relatives aux obligations comptables, fiscales et sociales, les cabinets d'expertise comptable proposent aux organisations des offres d'accompagnement et de pilotage à forte valeur ajoutée, pour lesquelles ils recrutent de nombreux profils, de bac+3 jusqu'au diplôme final d'expertise comptable.

La souplesse de la filière et les nombreuses possibilités d'insertion professionnelle dans les cabinets à tous les niveaux permettent de personnaliser son parcours en fonction de ses envies. Les multiples possibilités et modalités pour se préparer aux épreuves des différents diplômes de la filière permettent de s'arrêter si on le souhaite ou de reprendre ses études, tout en continuant à travailler en cabinet.

Ce guide, réalisé en partenariat avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables, est un outil de découverte pour les jeunes et leurs familles, ainsi qu'un support pour les équipes éducatives. Il favorise la connaissance et l'approche du secteur des cabinets d'expertise comptable. De manière très concrète, il s'appuie sur la réalité du terrain et s'inscrit dans le cadre du parcours Avenir qui accompagne les élèves, au collège et au lycée, dans leur exploration du monde professionnel.

*Olivier Sidokpohou,
Directeur général de l'Onisep*

*Damien Charrier,
Président du Conseil national de
l'Ordre des experts-comptables*

SECTEUR

L'EMPLOI EN 10 POINTS p. 2

PORTRAITS DE PROS

DIRECTION DE CABINET p. 5

Marta, experte-comptable p. 5

MISSIONS COMPTABLES ET FISCALES p. 6

Romain, collaborateur comptable p. 6

Cécile, cheffe de mission p. 7

MISSIONS SOCIALES ET PAIE p. 8

Maiwenn, collaboratrice paie p. 8

Julien, responsable pôle social p. 9

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT p. 10

Patrick, responsable juridique p. 10

Naamie, collaboratrice spécialisée en RSE p. 11

Baptiste, collaborateur spécialisé en gestion
de patrimoine p. 12

Hélène, data analyst (analyste de données) p. 13

FORMATIONS

À CHACUN ET CHACUNE SON PARCOURS p. 14

LES DIPLÔMES DU SECTEUR p. 16

8 QUESTIONS/RÉPONSES p. 18

QUIZ

MON TOP 3 DES MÉTIERS p. 20

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES 

Office national d'information sur les enseignements et les professions, établissement public sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace • Publication de l'Onisep : © Onisep septembre 2026, avec la collaboration du Conseil national de l'Ordre des experts-comptables • Directeur de la publication : Olivier Sidokpohou • Directrice adjointe de la publication : Alexandra Wisniewski • Directrice de l'offre de services et de la relation à l'usager : Isabelle Dussovet • Directeur des ressources éditoriales transmédiâs : Michel Maurel • Rédactrice en chef : Carole Gibrat-Tach • Rédactrice : Marion Lafond • Cheffe du service secrétariat de rédaction et qualité éditoriale : Saliha Hamzic • Secrétaire de rédaction : Catherine Marc • Correctrice : Pauline Couillet • Direction artistique : Bruno Delobelle • Conception graphique : Cyril Lauret • Maquette et mise en pages : Évelyne Delzescaux, Louis Sutter • Iconographe : Christelle Michelet • Photographe : Alain Potignon • Photo de couverture, copyright : © lucheazar/E+/Getty Images • Responsable fabrication : Laurence Parlover • Photogravure : Key Graphic (Paris) • Imprimeur : Dupliprint Mayenne, sur papier certifié PEFC • Marketing et commercialisation : Onisep VPC – 12, mail Barthélemy-Thimonnier, CS 10450 Lognes, 77437 Marne-la-Vallée Cedex 2 • Vente en ligne : librairie.onisep.fr • Relations clients : service-clients@onisep.fr • Diffusion-distribution : Dilisco • Code de diffusion Onisep : 901809 • Nom de la collection : Zoom métiers • ISSN : 1772-2063 • ISBN papier : 978-2-273-01809-8 • ISBN numérique : 978-2-273-01808-1 • Le kiosque : Économie, Commerce, Gestion • Dépôt légal : septembre 2026 • Reproduction, même partielle, interdite sans accord préalable de l'Onisep.



10-31-1316



L'EMPLOI EN 10 POINTS

Quelles sont les missions des cabinets d'expertise comptable ? Combien de personnes font-ils travailler en France ? Quelle place donnent-ils aux jeunes ? Peut-on évoluer facilement ? Et demain, comment se transformeront les métiers ? Des questions que vous vous posez sûrement. Les réponses en 10 points.

DE QUOI PARLE-T-ON ?

1 LES MISSIONS DES CABINETS D'EXPERTISE COMPTABLE

Les experts-comptables accompagnent au quotidien plus de 4 millions d'entreprises de tous secteurs et de tous types : des petites et moyennes entreprises surtout, mais aussi des professionnels libéraux (avocats, médecins...), qui sont le deuxième type de clients le plus fréquent, ou encore des associations et des particuliers. Les cabinets de plus grande taille travaillent également pour des grandes entreprises ou des collectivités publiques (hôpitaux, universités, mairies...).

Si les missions traditionnelles, qui répondent à des obligations légales (comptables, fiscales et sociales), représentent encore une part importante de leur chiffre d'affaires, les cabinets d'expertise comptable proposent également des offres d'accompagnement complet dans des domaines aussi divers que la gestion de patrimoine, le développement durable, la cybersécurité, l'analyse de données ou le conseil en pilotage d'activité.

Des missions multiples

Comptabilité

Fiscalité

Ressources humaines

Data Durabilité

Gestion des risques

Pilotage et stratégie

Gestion de patrimoine

2 UNE DIVERSITÉ DE STRUCTURES

Les cabinets d'expertise comptable emploient près de 190 000 professionnels, toutes fonctions confondues. C'est une branche dynamique qui voit son nombre de structures et d'employés progresser chaque année. Les cabinets de moins de 50 salariés concentrent 72 % des emplois.

Répartition des salariés du secteur par tailles de cabinets



■ Cabinets de moins de 20 salariés.

■ Cabinets de 20 à 100 salariés.

■ Cabinets de plus de 100 salariés.

Source : Image PME, données Agirc-Arrco, 2025.

21 288 sociétés
d'expertise comptable.

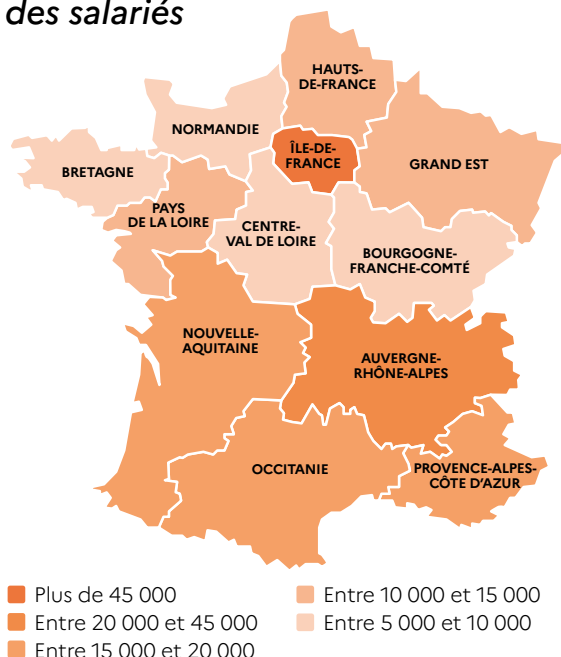
Source : Observatoire de la profession comptable, 2025.

QUELS DÉBOUCHÉS POUR LES JEUNES ?

3 UNE ACTIVITÉ SUR TOUT LE TERRITOIRE

Les postes en cabinet d'expertise comptable se répartissent sur l'ensemble du territoire. Quatre régions concentrent cependant plus de la moitié des emplois : l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie.

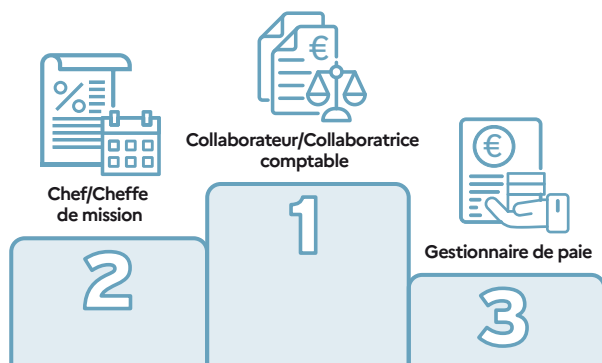
Répartition géographique des salariés



4 UN SECTEUR QUI RECRUTE

Dynamique, le secteur ouvre ses portes aux jeunes diplômés : 60% des nouveaux entrants en 2023 avaient moins de 30 ans. De nouvelles compétences sont recherchées en lien avec les nouvelles missions développées par les cabinets. La pluridisciplinarité et la transversalité deviennent des atouts indispensables : techniques comptables et analyse de données, par exemple. Les profils juridiques sont également très prisés.

Les métiers les plus recherchés



Sources : Hays 2025 ; Observatoire de la profession comptable, 2025.

5 DES SALAIRES ATTRACTIFS

Autre atout des cabinets d'expertise comptable : le niveau des rémunérations à l'entrée et leur évolution. Les collaborateurs débutants gagnent entre 2 500 et 3 300 € brut par mois, selon le lieu d'exercice et la taille du cabinet. Puis entre 3 000 et 3 800 € après 4 ans d'expérience. Les experts-comptables gagnent entre 4 160 et 5 000 € brut par mois en début de carrière, puis entre 5 800 et 7 500 € brut par mois après 7 ans d'exercice.

Source : Étude de rémunérations 2025, Hays France.

6 L'ALTERNANCE COMME PORTE D'ENTRÉE

Les cabinets d'expertise comptable plébiscitent l'apprentissage et estiment que c'est un bon moyen pour embaucher. Les alternants et alternantes représentent le quart des recrutements annuels. Parmi les formations les plus fréquemment suivies en apprentissage : le DCG, le DSCG et le master CCA (comptabilité, contrôle, audit).

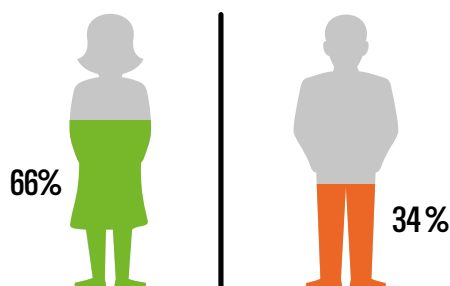
15 400 alternants et alternantes en 2024.

Source : Observatoire de la profession comptable, 2025.

7 UNE CARTE À JOUER POUR LES FEMMES

Les femmes sont majoritaires dans les cabinets d'expertise comptable. Elles occupent les deux tiers des emplois. Cependant, elles ne sont que 24% à avoir un statut de cadre, alors que, parmi les hommes, 42% le sont.

La place des femmes Effectif global



Source : Image PME, données Agirc-Arrco, 2025.

COMMENT FAIRE CARRIÈRE ?

8 ÉVOLUER, C'EST POSSIBLE

«Au sein du même cabinet, j'ai pu évoluer du poste de collaboratrice comptable à celui d'analyste de données, grâce à ma curiosité et à des formations internes.»



p.13

HÉLÈNE, 35 ANS
Data analyst
(analyste de données)

«Après un bac général et un DUT* GEA (gestion des entreprises et des administrations), j'ai intégré un master CCA (comptabilité, contrôle, audit), puis j'ai préparé le DSCG.»

«Parallèlement au DSCG, j'ai été recrutée par un cabinet d'expertise comptable comme collaboratrice. J'assurais la bonne tenue des comptes pour quelques clients et je menais des audits financiers et de gestion pour d'autres.»

«À mesure que le cabinet s'étoffait, on m'a confié des missions d'analyse de données. Je mettais en place des indicateurs en jonglant avec les outils de visualisation pour offrir aux clients un meilleur suivi de leur activité.»

«J'ai commencé dans la fonction sur le tas. Bénéficiant assez vite de formations en interne, j'ai pu élargir mes compétences jusqu'à rejoindre le service informatique du cabinet comme analyste de données, après 10 ans d'expérience en comptabilité.»

* Aujourd'hui BUT, en 3 ans après le bac.

ET LES MÉTIERS DEMAIN ?

9 L'IMPACT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Après la transition numérique et la généralisation de la facture électronique, l'arrivée de l'intelligence artificielle s'apprête à bouleverser en profondeur les métiers des cabinets d'expertise comptable. Inédite par son ampleur et par sa rapidité, cette révolution se traduit par l'automatisation de certaines tâches, jusqu'ici exécutées par les collaborateurs comptables. Les outils numériques de plus en plus performants permettent aux professionnels de se concentrer sur des missions à plus grande valeur ajoutée, telles que, entre autres, l'accompagnement au pilotage par la mise en place de tableaux de bord ou le conseil en matière de RSE (responsabilité sociétale des entreprises). Ces évolutions diversifient les tâches quotidiennes des collaborateurs et leur permettent de développer des compétences d'avenir.



10 AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Aider les organisations, quelles qu'elles soient, à entrer dans une démarche durable et à s'emparer des enjeux RSE fait partie des nouvelles missions proposées par les cabinets d'expertise comptable. Quel est l'impact d'une activité économique sur l'environnement ? Et inversement, quelles sont les répercussions du changement climatique sur l'activité ? Comment agir et réagir ? Sensibiliser les entreprises, les exploitations agricoles, les associations et les collectivités publiques à la transition écologique, les aider à réduire leur empreinte carbone et à améliorer non seulement la gouvernance, mais aussi les conditions de travail de leurs salariés... autant de pistes que les collaborateurs et collaboratrices durabilité explorent au service de leurs clients. Sans oublier l'assistance à la conception de rapports annuels, qui permettent à certaines de ces organisations de rendre publiques les mesures qu'elles ont mises en place. Ces actions sont aussi des arguments pour remporter des appels d'offres publics face à des concurrents moins engagés.





Marta Plonka, 30 ans
**EXPERTE-COMPTABLE,
BORDEAUX (33)**

MON PARCOURS

Après mon bac général, j'ai validé le DCG, puis un master CCA en IAE. J'ai ensuite présenté en candidate libre le DSCG, que j'ai obtenu. Après quelques années d'exercice comme collaboratrice comptable, j'ai préparé le DEC pour ouvrir mon propre cabinet.



À 30 ans, Marta a créé son cabinet d'expertise comptable. Un projet qui germait depuis longtemps. Exerçant seule, elle guide ses clients sur un panel de sujets très variés : en premier lieu leur comptabilité, mais aussi leurs impôts, leurs investissements... Ses journées sont bien remplies.

J'aime me définir comme une entrepreneuse au service d'autres entrepreneurs. Mes clients, une vingtaine, sont des dirigeants de TPE (très petite entreprise), des professionnels libéraux, des particuliers... Ma mission ? Certifier leur comptabilité et attester qu'elle est en conformité avec la réglementation. Je les accompagne aussi en matière de fiscalité, de gestion ou de droit social. Ainsi, je peux analyser le chiffre d'affaires réalisé sur l'année pour évaluer si un chef ou une cheffe d'entreprise pourra recruter. S'il ou elle a besoin d'un véhicule de fonction, par exemple, faut-il privilégier un achat ou une location ? Dans le cas d'un projet de création de société, j'aide à établir un bilan prévisionnel, qui fixe le chiffre d'affaires minimum à réaliser pour avoir une activité rentable. Ce bilan sert aussi à obtenir un prêt auprès de banques. Tel un médecin généraliste, je suis présente durant toute la

vie de l'entreprise. Savoir s'organiser est essentiel, d'autant qu'en tant que dirigeante, je dois également assurer la gestion quotidienne de mon cabinet : rédaction des lettres de mission pour les clients (nature des travaux, honoraires...), déclarations d'impôts, sécurisation des données clients... J'ai aussi des obligations professionnelles à respecter, contrôlées par l'Ordre, en matière de formation continue ou de lutte anti-blanchiment. Je consacre aussi du temps à entretenir mon réseau professionnel pour étoffer mon portefeuille de clients. Mon souhait est de développer mon cabinet et d'embaucher des collaborateurs. ■

FICHE MÉTIER
EXPERT-COMPTABLE/EXPERTE-COMPTABLE

Formation : DEC* (obligatoire pour s'inscrire à l'Ordre). **Qualités :** bonne expression écrite et orale, organisation, sens des responsabilités. **Salaire débutant :** entre 4160 et 5000 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 5800 et 7500 € brut/mois après 7 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p.17.



Romain Herlax, 30 ans
**COLLABORATEUR COMPTABLE,
À SAINT-JEAN-DE-LUZ (64)**

MON PARCOURS

Ayant obtenu un bac général et aimant l'économie, j'ai intégré une école de commerce. Au bout de 6 mois, j'ai arrêté mon cursus, qui ne me plaisait pas. J'ai préparé un DUT* GEA, dont je suis sorti major. J'ai alors validé le DCG en candidat libre. En parallèle, j'ai été recruté par mon cabinet actuel à un poste d'assistant comptable. J'ai ensuite évolué en interne, avec un portefeuille de clients de plus en plus important. Actuellement, je prépare le DSCG.

* Aujourd'hui BUT, en 3 ans après le bac.

C'est en école de commerce que Romain découvre la comptabilité. Il se réoriente vers un cursus spécialisé, durant lequel il est recruté par un cabinet d'expertise comptable pour faire de la saisie. Il gravit les échelons en interne.

Restaurateurs, hôteliers, petits artisans... j'ai un portefeuille de 70 clients, très diversifiés. Ma mission est d'assurer la bonne tenue de leur comptabilité, en conformité avec la loi. Chaque mois, pour préparer les déclarations de TVA*, je saisis un ensemble d'éléments dans un logiciel : factures, quittances d'assurance, notes de frais, prélèvements bancaires... Je contacte le client si j'ai une question sur un paiement, par exemple. Dans ma fonction, il y a un pic d'activité entre le 16 et le 24 du mois. Il faut donc savoir hiérarchiser les tâches. La plupart des sociétés clôturant leur exercice

au 31 décembre, j'ai jusqu'à la mi-mai pour transmettre les bilans annuels à l'administration fiscale. Compilant un certain nombre de pièces, ces documents recensent ce que l'entreprise possède et ce qu'elle doit, fournissant ainsi son état de santé réel. Si le client a dégagé des excédents importants, je peux lui suggérer de placer une partie de son argent. Au contraire, si ses réserves sont insuffisantes, je l'alerte sur les prochaines sorties de trésorerie prévues (impôts, notamment). Je joue un rôle de vigie et de conseil. Une fois que le client a validé le bilan, l'expert-comptable ou l'experte-comptable certifie la sincérité des comptes. Au quotidien, il faut se montrer disponible, réactif et pédagogue afin de nouer une relation de confiance. Je consacre aussi beaucoup de temps à la veille juridique, car la réglementation évolue constamment. ■

* Taxe sur la valeur ajoutée.

FICHE MÉTIER

COLLABORATEUR/COLLABORATRICE COMPTABLE

Formation : BUT* GEA ; DCG* ; licence économie et gestion. **Qualités :** appétence pour les chiffres, bonne expression écrite et orale, rigueur. **Salaires débutant :** entre 2 500 et 3 300 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3 000 et 3 800 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17



Cécile Andrès, 29 ans
**CHEFFE DE MISSION,
À BOUJAN-SUR-LIBRON (34)**

MON PARCOURS

Après un bac général, j'ai intégré une école d'ingénieurs pour me spécialiser en génie biologique. J'ai ensuite exercé dans l'industrie agroalimentaire. Décue par mes missions, j'ai fait un bilan de compétences qui m'a fait découvrir la comptabilité. J'ai commencé par un stage de 1 mois, puis j'ai été recrutée comme assistante comptable. Je suis montée en compétences et je suis devenue collaboratrice. En parallèle, j'ai obtenu le BTS comptabilité et gestion grâce à la VAE (validation des acquis de l'expérience).



Au cabinet, Cécile veille à la bonne tenue des comptes d'une centaine de clients. En tant que cheffe de mission, elle supervise aussi la comptabilité d'un groupe d'entreprises immobilières, avec une dizaine de filiales. Elle s'y rend quatre matinées par semaine.

Lorsque mon cabinet a décroché comme nouveau client un grand groupe d'entreprises immobilières, j'ai été désignée pour assurer une mission externalisée de comptable. Sociétés civiles immobilières, sociétés de courtage en prêts immobiliers, loueurs de meublés non professionnels ou marchands de biens... l'activité de ces différentes entités est régie par des règles fiscales particulières, qui dépendent de leur statut juridique. Dans le cadre de cette mission, qui me place côté employeur, mon accompagnement va plus loin qu'avec les autres clients de mon portefeuille : bien sûr, je saisis les factures et les règlements bancaires au jour le jour en m'assurant que tout est cohérent et conforme, mais j'élaboré aussi des tableaux de bord. Pour mener à bien ces activités, je suis épaulée par une autre collaboratrice du cabinet. Notre objectif ? Donner à chaque filiale une vision en temps réel de ses comptes. Le sens de

l'analyse est donc primordial, comme une certaine expertise en droit fiscal de l'immobilier. Le reste du temps, je suis occupée par mes autres clients (artisans, petits commerçants, restaurateurs...), pour lesquels je prépare les déclarations mensuelles de TVA* et les bilans annuels. Dans mon travail, je dialogue régulièrement avec les autres membres du cabinet. Cette collégialité est précieuse pour dénouer certaines difficultés, notamment juridiques. Loin de l'idée répandue, je n'exerce pas seule. ■

* Taxe sur la valeur ajoutée.

FICHE MÉTIER
CHEF/CHEFFE DE MISSION

Formation : BUT* GEA* ; DCG* ; licence économie et gestion ; DSCG* ; master CCA* ; diplôme d'école de commerce. **Qualités :** bonne expression écrite et orale, esprit d'analyse, réactivité. **Salaire débutant :** entre 2900 et 3750€ brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3300 et 4500€ brut/mois après 4 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p.17

MON PARCOURS

Après un bac général et un BTS comptabilité et gestion, j'ai préparé un master management et administration des entreprises, que j'ai suivi en apprentissage. Je gère les contrats des nouvelles recrues pour une agence d'intérim. Une fois diplômée, j'ai été embauchée par cette structure comme gestionnaire de paie. Puis j'ai rejoint le cabinet où j'exerce aujourd'hui. Débuter en cabinet permet d'acquérir rapidement une vision à 360 degrés de la gestion de paie.



Maïwenn Neyraud, 42 ans
**COLLABORATRICE PAIE,
À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78)**

Maïwenn veille au bon déroulement du processus de paie pour les clients du cabinet d'expertise comptable. Elle est leur interlocutrice privilégiée pour toutes les questions relatives à la rémunération et, plus largement, au droit du travail.

Mon portefeuille se compose d'une cinquantaine de petites et moyennes entreprises, dans divers secteurs (bâtiment, import-export...). Mon rôle est d'établir les bulletins de paie de leurs salariés. Je commence par collecter et vérifier les montants des rémunérations, les cotisations sociales. Je contrôle aussi les éléments variables (primes, absences...), qui modifient le salaire. S'il manque des pièces, un arrêt de travail par exemple, je reviens vers le client, avec lequel je communique régulièrement, toujours avec pédagogie.

Je mène aussi certaines démarches auprès d'organismes comme les caisses d'assurance maladie. Une fois la phase de collecte achevée, je saisis les données dans un logiciel spécifique qui génère les bulletins de paie et les structure. Ces derniers sont transférés aux clients via un coffre-fort numérique sécurisé. Certaines entreprises employant une centaine de salariés, ma charge de travail est soutenue en fin de mois. En dehors de ce pic d'activité, je veille aussi à ce que les clients règlent leurs charges sociales à l'Urssaf avant le 15 du mois. Il faut avoir le sens de l'organisation. La confidentialité est également requise, car je manie des données personnelles sensibles. Enfin, je dois me montrer disponible pour répondre aux questions des clients sur la paie ou le droit du travail. Mes journées débutent toujours par une veille juridique. C'est impératif pour se tenir à jour, les législations en matière de droit social évoluant fréquemment. ■

FICHE MÉTIER

COLLABORATEUR/COLLABORATRICE PAIE

Formation: BTS* comptabilité et gestion; BUT* GEA*; licence pro métiers de la gestion des ressources humaines; licence et master en économie et gestion, en droit, en AES*; diplôme d'école de commerce. **Qualités:** discrétion, pédagogie, rigueur. **Salaire débutant:** entre 2 080 et 2 900 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 2 500 et 3 500 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17



Julien Mousset, 38 ans
**RESPONSABLE PÔLE SOCIAL,
 À CRÉTEIL (94)**



Entré dans le domaine des ressources humaines sur le tard, et sans penser y rester, Julien est aujourd'hui responsable du pôle social au sein de son cabinet. Il encadre l'activité de 18 collaborateurs spécialisés en gestion de paie, mais aussi en droit social.

Chaque l'un de mes collaborateurs possède un portefeuille d'une cinquantaine de clients (artisans, hôtels, entreprises du BTP...). L'une de leurs missions est de veiller au bon déroulement du processus de paie, en vérifiant les éléments variables qui affectent les salaires tous les mois (absences, heures supplémentaires, arrêts maladie, primes...). La gestion de paie est une activité très complexe, régie par de nombreuses lois en évolution constante. Il faut être vigilant : une erreur est toujours possible. C'est à moi de gérer et de résoudre les litiges pouvant survenir à propos des bulletins de salaire que nous préparons pour nos clients : mauvais calcul d'une rémunération nette, par exemple. Rester diplomate est impératif, quel que soit le problème. Auprès de mon équipe, je dois me montrer à l'écoute, empathique et bienveillant. En plus de la paie, les membres du pôle social rédigent les

contrats de travail des nouveaux salariés, les déclarations préalables à l'embauche... Si un client me le demande, je le conseille, par exemple lorsqu'il souhaite se séparer d'un salarié ou d'une salariée. Je m'appuie alors sur mon expertise en droit du travail et en stratégie RH. Si l'essentiel de mon emploi du temps est consacré à des activités managériales (animation d'équipe, élaboration et gestion des plannings...), j'ai gardé quelques tâches opérationnelles en gestion de paie auprès de certains clients. C'est important pour rester connecté aux réalités du terrain. ■

FICHE MÉTIER

RESPONSABLE PÔLE SOCIAL

Formation : master en droit, en gestion des ressources humaines ; diplôme d'école de commerce. **Qualités :** appétence pour les chiffres, bonne expression écrite et orale, écoute. **Salaire débutant :** entre 3 300 et 4 100 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3 800 et 4 500 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

MON PARCOURS

Après une licence d'anglais et un master en management culturel, j'ai occupé des postes de chargé de production et de paie pour des festivals et des théâtres. Au bout de 10 ans, j'ai eu besoin de stabilité. J'ai rejoint mon cabinet actuel, qui cherchait un collaborateur pour des clients intermittents du spectacle. J'ai suivi des formations internes en gestion de paie. À mesure que le cabinet se développait, j'ai pris des responsabilités. Aujourd'hui, je suis associé et j'encadre 18 personnes.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17.



Patrick Ladonne, 58 ans
**RESPONSABLE JURIDIQUE,
À CHANGÉ (53)**

MON PARCOURS

Après mon bac général, j'ai suivi un cursus en droit à l'université, au cours duquel je me suis spécialisé en droit des affaires. Dans la foulée, et grâce à une opportunité, j'ai intégré un cabinet d'expertise comptable comme juriste en CDD.

J'ai dû faire mes preuves pour obtenir un CDI. Au bout de 10 ans d'exercice, j'ai rejoint mon cabinet actuel, qui cherchait un profil de responsable juridique. Je suis devenu associé quelques années après.

FICHE MÉTIER

RESPONSABLE JURIDIQUE

Formation: master en droit. **Qualités:** aisance relationnelle, curiosité, rigueur. **Salaire débutant:** entre 3 300 et 4 100 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3 800 et 4 500 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

Rattaché au siège social d'un important cabinet d'expertise comptable, qui comprend de nombreux bureaux sur le territoire, Patrick codirige le département juridique et fiscal. Au quotidien, il supervise l'activité d'une quinzaine de juristes spécialisés en droit des affaires et en droit des contrats.

Les clients du cabinet sont en majorité des TPE* et des PME** (artisans, commerçants, professions agricoles et libérales...). Mon équipe vient en support de nos différents bureaux, pour épauler les experts-comptables sur certaines opérations juridiques complexes: vente et fusion d'entreprises, organisation de groupes de sociétés... S'il s'agit d'un créateur ou d'une créatrice qui lance son projet, nous apportons notre expertise pour l'aider à choisir son statut social et fiscal, la forme juridique de son entreprise, en fonction de ses objectifs et de sa situation. Nous intervenons aussi au long cours auprès de nos sociétés

clientes, lorsqu'il y a, par exemple, des modifications de statuts, l'entrée d'associés au capital... Nous apportons également nos conseils aux dirigeants dans la préparation et la tenue de leurs assemblées générales annuelles, obligatoires pour valider les comptes (envoi des convocations, rédaction des procès-verbaux et rapports...). Notre défi? Sécuriser juridiquement toutes les procédures. Mener une veille en matière de droit des affaires, de droit social et fiscal est impératif. Ma fonction étant très transversale, je dialogue régulièrement avec tous les experts-comptables du cabinet, mais aussi avec l'ensemble des services du siège: recrutement, formation, communication, marketing... En tant que responsable, j'ai aussi un œil sur le pilotage et sur nos performances en lien avec la stratégie définie par la direction. ■

* Très petites entreprises.

** Petites et moyennes entreprises.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17



Naamie Kim, 45 ans
COLLABORATRICE SPÉCIALISÉE EN RSE,
À SAINT-ÉTIENNE (42)

Après plusieurs années comme contrôleuse de gestion, préoccupée par les enjeux environnementaux, Naamie s'est reconvertie dans la RSE (responsabilité sociétale des entreprises). Elle accompagne aujourd'hui des PME* qui souhaitent structurer ou mettre en valeur leur démarche durable.

Je commence par analyser l'entreprise, son identité, son activité, ses spécificités, pour l'aider à identifier les enjeux stratégiques auxquels elle doit répondre en priorité. Une agence immobilière n'a pas les mêmes objectifs en termes de RSE qu'une entreprise textile. La première peut être confrontée à des questions de discrimination. La seconde peut avoir un rôle significatif sur sa consommation d'eau ou son utilisation de produits chimiques. À partir de là, je construis une stratégie avec le client. J'examine les actions déjà entreprises et je définis celles qui peuvent être mises en route : limitation des émissions de gaz à effet de serre, amélioration des conditions de travail... Sur l'ensemble de ces initiatives, je mets en place des indicateurs pour en suivre les progrès. J'anime également des ateliers de sensibilisation auprès de mes clients et de leurs équipes sur la transition écologique. Pour rester à la pointe, je mène une veille juridique

régulière. C'est d'autant plus important que les lois en matière de RSE évoluent fréquemment. Je suis l'actualité de tous les secteurs d'activité pour m'inspirer des bonnes pratiques. Dans ma fonction, on apprend chaque jour : c'est très stimulant ! La RSE est devenue une question centrale. Les consommateurs, les investisseurs et les salariés sont de plus en plus attentifs à l'impact des entreprises sur la société et sur l'environnement. Aider ces dernières à avancer vers un modèle plus durable, je trouve cela très gratifiant. ■

* Petites et moyennes entreprises.

FICHE MÉTIER

COLLABORATEUR/COLLABORATRICE RSE

Formation : master management parcours développement responsable, master risques et environnement ; diplôme d'école de commerce ou d'école d'ingénieurs spécialisé en RSE. **Qualités :** bonne expression écrite et orale, curiosité, polyvalence. **Salaire débutant :** entre 3000 et 3500€ brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3500 et 4300€ brut/mois après 4 ans d'exercice.

MON PARCOURS

Diplômée d'un master spécialisé en ingénierie financière d'une école de commerce, j'ai rejoint la grande distribution comme contrôleuse de gestion. Après 8 ans d'exercice, j'ai choisi de me reconvertir dans la RSE. J'ai suivi un master spécialisé en management de la RSE et du développement durable en école d'ingénieurs. J'ai réintégré mon entreprise comme responsable RSE. Puis j'ai rejoint un cabinet pour découvrir d'autres facettes de la fonction.



Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p.17.

MON PARCOURS

Après un bac général, j'ai intégré un DUT^{*} GEA, durant lequel j'ai découvert la comptabilité. J'ai validé ensuite le DCG. J'ai exercé quelque temps comme collaborateur comptable junior dans un cabinet. Regrettant de ne pas avoir un niveau bac+5, j'ai repris mes études pour obtenir un master en gestion de patrimoine en IAE. J'occupe mon poste depuis 1 an, tout en préparant le DSCG.

* Aujourd'hui BUT, en 3 ans après le bac.



Baptiste Amiot, 28 ans
COLLABORATEUR SPÉCIALISÉ EN GESTION DE PATRIMOINE, À NANTES (44)



Baptiste veille à la bonne tenue des comptes de ses 250 clients : révision des bilans comptables, présentation des résultats... Sa plus-value ? Les aider à optimiser leurs investissements ou placements. Une expertise qui requiert d'être à la pointe du droit fiscal.

Dirigeants voulant reprendre, créer ou céder une société ; particuliers souhaitant acheter des biens immobiliers pour les mettre en location... j'ai une clientèle diversifiée. Les demandes sont variées. Elles peuvent concerner le statut juridique de l'entreprise ou le mode de rémunération de son dirigeant. Je commence toujours par discuter avec le client pour évaluer sa situation et cerner ses besoins. Le défi ? Faire du sur-mesure. Selon les contours du projet, je ne vais pas apporter le même conseil. Un client veut investir dans l'immobilier locatif :

doit-il créer une SCI (société civile immobilière) ou une SARL (société à responsabilité limitée) de famille dans la perspective de léguer ses biens plus tard à ses enfants ? J'offre aussi mon expertise sur des cas très précis : donation, succession... Au moment du bilan comptable, je peux optimiser la gestion prévisionnelle de la trésorerie en proposant certains placements pour obtenir des déductions fiscales. Au quotidien, je travaille en lien étroit avec un réseau de banquiers, d'assureurs, de notaires, d'avocats fiscalistes ou spécialisés en droit des sociétés, qui m'épaulent sur les dossiers pointus. Mon activité requiert de la discrétion, car j'ai entre les mains des données sensibles, notamment lors de reprises de sociétés, que je ne dois en aucun cas divulguer. Il en va de l'image du cabinet ! Chaque jour, je jongle avec des projets différents : c'est la diversité des sujets traités qui fait la richesse de mon métier. ■

FICHE MÉTIER

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE

Formation : BUT^{*} GEA^{*} ; DCG^{*} ; licence économie et gestion ; DSCG^{*} ; master CCA^{*}, master en gestion de patrimoine ; diplôme d'école de commerce. **Qualités :** discrétion, esprit critique, esprit de synthèse. **Salaire débutant :** entre 2 600 € et 3 200 € brut/mois (varie selon la taille du cabinet et le lieu d'exercice). Entre 3 100 et 4 000 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17



Hélène Gente, 35 ans
**DATA ANALYST (ANALYSTE DE DONNÉES),
 À LYON (69)**



La comptabilité repose sur des flux continus d'informations issues de diverses sources : facturation, trésorerie, fichiers clients... Elle génère donc toujours plus de données. Les collecter, les structurer et les faire parler, c'est le défi d'Hélène, seule data analyst de son cabinet.

Mon rôle est d'aider nos clients (artisans, groupes industriels...) à prendre des décisions éclairées et ainsi à mieux piloter leur activité. D'abord, je les rencontre avec l'expert-comptable, afin de comprendre leur écosystème et leurs besoins. Ensuite, et selon la demande, je collecte, structure et interprète un volume très important de données comptables (bilans, déclarations de TVA...) et extra-comptables (mouvements bancaires, stocks...). Mon but ? Faciliter l'exploitation de ces informations en mettant en place des tableaux de bord clairs et pertinents à l'aide d'outils de visualisation des données. Cela permet des restitutions plus régulières que le bilan annuel. Un dirigeant ou une dirigeante peut connaître, par exemple, son chiffre d'affaires par client, ou sur une zone géographique donnée. Je peux aussi paramétrer des alertes afin d'avertir si le chiffre d'affaires tombe en dessous d'un seuil critique. Une fois que les données sont propres et structurées,

je peux présenter l'outil. Ma fonction requiert, non pas d'être un as des mathématiques, mais d'aimer manier les chiffres pour les faire parler. L'esprit de synthèse est aussi important pour rédiger mes analyses. Tout comme le sens de la persuasion pour démontrer la pertinence de mes résultats ! Autre pan du métier, en lien avec l'actualité : accompagner les entreprises dans la transition vers la facture électronique, en veillant à la qualité et à la cohérence des données. Cette réforme va bouleverser le secteur. Et notre métier va devenir encore plus déterminant pour contrôler et fiabiliser les opérations. ■

* Taxe sur la valeur ajoutée.

MON PARCOURS

Après un bac général, j'ai intégré un DUT* GEA, puis une 3^e année de licence économie et gestion. J'ai continué en master CCA, puis validé en candidate libre le DSCG. J'ai alors été recrutée par mon cabinet actuel comme collaboratrice comptable. J'ai commencé la préparation du DEC, puis j'ai suivi en interne des formations à l'analyse de données. J'occupe mes fonctions depuis plus de 1 an.

* Aujourd'hui BUT, en 3 ans après le bac.

FICHE MÉTIER

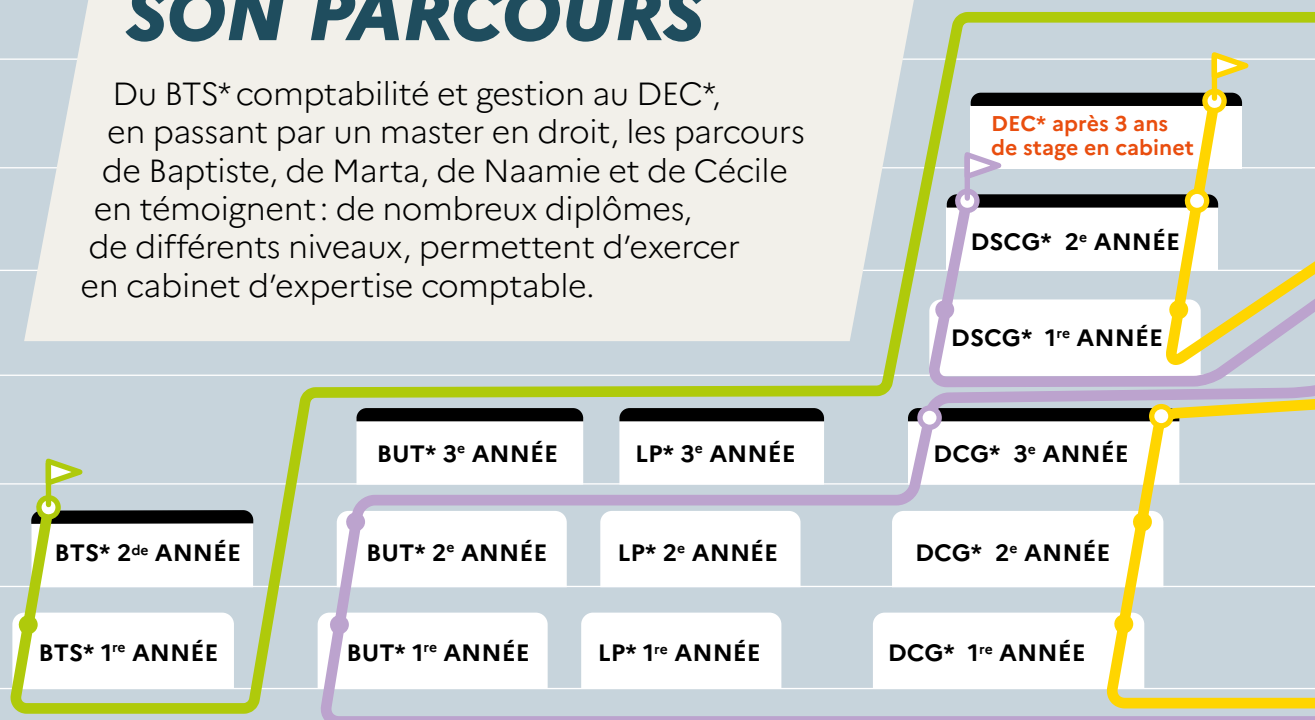
DATA ANALYST (ANALYSTE DE DONNÉES)

Formation : BUT* science des données ; master en science des données ; diplôme d'ingénieur. **Qualités :** appétence pour les chiffres, esprit d'analyse, rigueur. **Salaire débutant :** entre 2 900 et 3 750 € brut/mois. Entre 3 500 et 4 000 € brut/mois après 4 ans d'exercice.

Retrouvez les déroulés des sigles des diplômes p. 17.

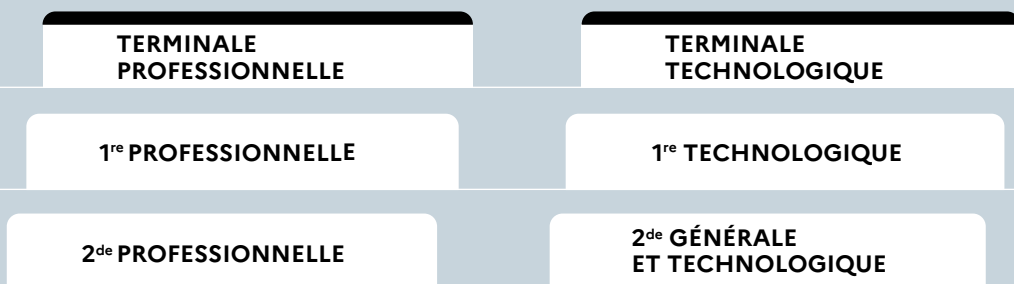
À CHACUN ET CHACUNE SON PARCOURS

Du BTS* comptabilité et gestion au DEC*, en passant par un master en droit, les parcours de Baptiste, de Marta, de Naamie et de Cécile en témoignent : de nombreux diplômes, de différents niveaux, permettent d'exercer en cabinet d'expertise comptable.



BAC PROFESSIONNEL

BAC TECHNOLOGIQUE OU GÉNÉRAL



CLASSE DE



p. 12

Baptiste, 28 ans

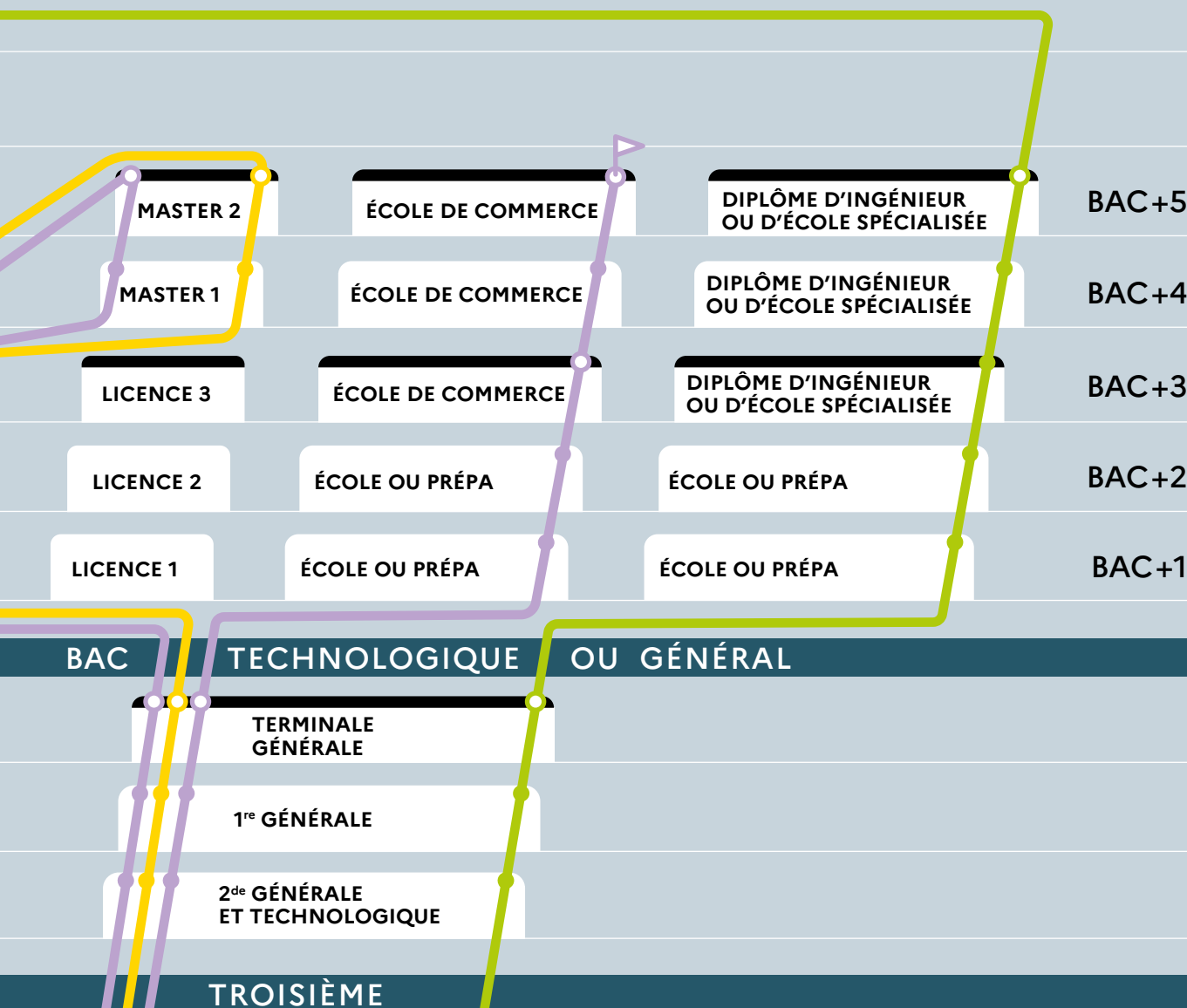
Après un bac général, Baptiste intègre un DUT* GEA*, durant lequel il découvre la comptabilité. Il obtient le DCG*, puis exerce quelque temps comme collaborateur comptable. Il reprend ses études pour valider un master en gestion de patrimoine en IAE*. Il prépare le DSCG* tout en travaillant.



p. 5

Marta, 30 ans

Après un bac général, Marta opte pour le DCG*. Elle s'oriente ensuite en master CCA* au sein d'un IAE*, puis valide en candidate libre le DSCG*. Après quelques années d'exercice comme collaboratrice comptable, elle valide le DEC* pour ouvrir son propre cabinet d'expertise comptable.



p. 11

Naamie, 45 ans

Diplômée d'un MS* en ingénierie financière, Naamie débute comme contrôleuse de gestion dans la grande distribution. Après 8 ans, elle valide un MS en management de la RSE*, devient responsable RSE, puis rejoint un cabinet pour découvrir d'autres facettes de la fonction.

p. 7

Cécile, 29 ans

Bachelière générale, Cécile intègre une école d'ingénieurs, puis exerce dans l'agroalimentaire. Décue, elle fait un bilan de compétences et découvre la comptabilité. Elle est recrutée comme assistante comptable, puis devient collaboratrice. Elle valide en parallèle le BTS* comptabilité et gestion.

LÉGENDE

BTS : brevet de technicien supérieur
BUT : bachelor universitaire de technologie
CCA : comptabilité, contrôle, audit
DCG : diplôme de comptabilité et de gestion
DEC : diplôme d'expertise comptable
DSCG : diplôme supérieur de comptabilité et de gestion
DUT : diplôme universitaire de technologie, devenu une certification intermédiaire du BUT
GEA : gestion des entreprises et des administrations
IAE : institut d'administration des entreprises
LP : licence professionnelle
MS : master spécialisé
RSE : responsabilité sociétale des entreprises

ANNÉE D'EXAMEN

FORMATION CONTINUE



Dernier diplôme acquis ou en cours d'acquisition

LES DIPLÔMES DU SECTEUR

Diplômes de référence pour travailler en cabinet d'expertise comptable, le DCG, le DSCG et le DEC permettent de se former à son rythme et offrent de nombreuses passerelles. Si les cabinets comptables recrutent à partir du niveau bac+3, certains postes exigent un bac+5 en comptabilité, mais aussi en droit ou en analyse de données.

DCG*

Après le bac En 3 ans

Après un bac+2 ou +3 En 1 ou 2 ans

En lycée, en école ou en CFA*



Diplôme d'État conférant le grade de licence, le DCG est structuré en 13 UE* obligatoires, il peut se préparer dans des lycées publics ou privés sous contrat, mais aussi dans des écoles privées.

→ Apprentissage possible.

DSCG*

Après un bac+3 En 2 ans

En lycée, en école, à l'université ou en CFA*



Diplôme d'État conférant le grade de master, le DSCG est structuré en 7 UE* obligatoires. Il peut se préparer dans des lycées publics ou privés sous contrat, des universités, mais aussi dans des écoles privées. Il est le seul diplôme permettant de s'inscrire en stage d'expertise comptable pour valider ensuite le DEC.

→ Apprentissage possible.

DGC*

Après le bac En 3 ans

Après un bac+2 ou +3 En 1 an

À l'Intec-Cnam*



Diplôme délivré par l'Intec du Cnam, le DGC octroie la totalité des dispenses d'UE* du DCG.

→ Apprentissage possible.

DSGC*

Après un bac+3 En 2 ans

À l'Intec-Cnam*



Diplôme délivré par l'Intec du Cnam*, le DSGC octroie 5 dispenses d'UE* du DSCG.

→ Apprentissage possible.

BTS*

Après le bac En 2 ans

En lycée ou en CFA*

Le BTS débouche directement sur l'emploi ou sur une poursuite d'études. Dans la mesure où un bac+3 minimum est recommandé pour travailler en cabinet d'expertise comptable, il est préférable de continuer en DCG*, en BUT* ou en licence professionnelle. Le BTS permet d'intégrer un service comptable en entreprise.

→ Apprentissage possible.

BTS comptabilité et gestion (ce BTS octroie des dispenses d'UE du DCG)

BUT*

Après le bac En 3 ans

En IUT*

Le BUT, dont le DUT* est une certification intermédiaire, débouche directement sur l'emploi ou sur une poursuite d'études.

→ Apprentissage possible.

BUT GEA* (le parcours GC2F*, dont le contenu a été élaboré en collaboration avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables, donne droit à 9 dispenses d'UE du DCG)

LP*

Après le bac, un bac+1 ou un bac+2 En 1, 2 ou 3 ans

À l'université, en école, en lycée ou en CFA*

La LP permet de se spécialiser ou d'acquérir une double compétence. Elle débouche directement sur l'emploi ou sur une poursuite d'études.

→ Apprentissage possible.

LP métiers de la gestion et de la comptabilité (cette LP donne droit à 3 dispenses d'UE du DCG)

LICENCE

Après le bac En 3 ans

À l'université

Plusieurs mentions sont adaptées, en particulier la mention économie et gestion qui propose notamment le parcours de spécialisation CCA* à partir de la 2^e année. Il est possible de préparer cette licence au sein d'un IAE*, aussi appelé « école universitaire de management ». Accès sélectif. Poursuite d'études en master principalement.

Licence AES*

Licence droit

Licence économie et gestion

FILIÈRE EXPERTISE COMPTABLE

MASTER

Après un bac+3 En 2 ans

À l'université

Le master CCA* est le plus adapté pour travailler en cabinet d'expertise comptable, mais les missions se diversifiant, d'autres mentions conviennent. Certaines donnent droit à des dispenses d'UE du DSCG*. D'autres permettent de se spécialiser en collecte et gestion de données, en droit social ou en RSE (responsabilité sociétale des entreprises), des compétences de plus en plus recherchées par les cabinets d'expertise comptable.

→ Apprentissage possible.

■ ■ ■ Master CCA

■ Master contrôle de gestion et audit organisationnel

■ ■ Master droit

■ ■ ■ Master finance

■ Master gestion des ressources humaines

■ Master management (parcours développement responsable)

■ Master management des systèmes d'information

■ Master science des données

DIPLÔME D'ÉCOLE DE COMMERCE

Après le bac En 5 ans

Après un bac+2 En 3 ans

En école de commerce

■ ■ ■

Les écoles de commerce proposent des spécialisations en comptabilité, en contrôle de gestion ou en audit qui intéressent les cabinets d'expertise comptable. Quelques écoles délivrant

le grade de master donnent droit à des dispenses d'UE* du DSCG.

→ Apprentissage possible.

DEC*

Après le DSCG En 3 ans

■ ■ ■ ■ ■

Diplôme professionnel d'État, le DEC est le seul diplôme permettant d'exercer la profession d'expert-comptable/experte-comptable.

La filière de l'expertise comptable présente plusieurs spécificités. Elle est composée de trois diplômes successifs, à la fois indépendants et complémentaires, qui permettent de construire son parcours à son rythme et à la carte: le DCG*, le DSCG* et le DEC*. Le DCG et le DSCG sont constitués d'UE* que l'on peut préparer dans un établissement ou en candidat libre. Un dispositif de dispenses d'UE du DCG ou du DSCG favorise des passerelles entrantes (après certains diplômes dont la liste est fixée par arrêté ministériel). Enfin, il est possible de se lancer sur le marché de l'emploi à chacune de ces étapes.

• Le **DCG** comporte 13 UE obligatoires et 1 UE facultative de langue. Il s'obtient avec une moyenne générale de 10. Les candidats peuvent présenter les UE à la carte et à leur rythme (en candidat libre). Le DCG confère le grade de licence. Les épreuves sont organisées au niveau national, une fois par an. Les UE validées sont conservées pendant 8 ans. Au sein des lycées publics ou privés sous contrat, la préparation aux différentes UE du DCG est répartie sur 3 ans et l'organisation des cours est supervisée par le ministère de l'Éducation nationale. Les élèves présentent 4 à 5 UE par an.

• Le **DSCG** comporte 7 UE obligatoires et 1 UE facultative de langue. Il s'obtient avec une moyenne générale de 10. Les candidats peuvent présenter les UE à la carte et à leur rythme (en candidat libre). Le DSCG confère le grade de master. Les épreuves sont organisées au niveau national, une fois par an. Les UE validées sont conservées pendant 8 ans. Il est obligatoire pour s'inscrire en stage d'expertise comptable avant de se présenter aux épreuves du DEC.

• Le **DEC** s'obtient après le DSCG et 3 ans de pratique professionnelle en qualité d'expert-comptable/experte-comptable stagiaire. Il est structuré en 3 épreuves dont la rédaction et la soutenance d'un mémoire.

FORMATION CONTINUE

Cette organisation facilite la poursuite ou la reprise d'études tout en travaillant. Il est, en effet, possible de préparer les UE du DCG ou du DSCG en étant inscrit dans un établissement ou en candidat libre. Par ailleurs, l'activité des cabinets d'expertise comptable connaissant des évolutions permanentes, se former régulièrement est nécessaire pour répondre aux besoins des clients et monter en compétences. Une fois en cabinet, il est fréquent de suivre des formations en fonction des besoins et de ses aspirations: une bonne manière d'évoluer une fois en poste.

* Déroulés des sigles

AES: administration économique et sociale
BTS: brevet de technicien supérieur
BUT: bachelor universitaire de technologie
CCA: comptabilité, contrôle, audit
CFA: centre de formation d'apprentis
Cnam: Conservatoire national des arts et métiers
DCG: diplôme de comptabilité et de gestion
DEC: diplôme d'expertise comptable
DGC: diplôme de gestion et de comptabilité
DSCG: diplôme supérieur de comptabilité et de gestion
DSGC: diplôme supérieur de gestion

et de comptabilité
DU: diplôme d'université
DUT: diplôme universitaire de technologie, devenu une certification intermédiaire du BUT
GC2F: gestion comptable, fiscale et financière
GEA: gestion des entreprises et des administrations
IAE: institut d'administration des entreprises
IUT: institut universitaire de technologie
LP: licence professionnelle
UE: unité d'enseignement

Familles de métiers

■ DIRECTION DE CABINET
■ MISSIONS COMPTABLES ET FISCALES
■ MISSIONS SOCIALES ET PAIE
■ MISSION D'ACCOMPAGNEMENT

→ Plus d'infos sur les diplômes sur www.onisep.fr.

8 QUESTIONS/RÉPONSES

Les formations permettant d'exercer en cabinet d'expertise comptable sont diverses. Laquelle choisir ? Quel niveau d'études viser ? Qu'y apprend-on et pour quel emploi ? Faut-il opter pour l'apprentissage ? Comment s'insère-t-on sur le marché du travail ? Des experts et des responsables de formation répondent aux questions que vous vous posez.

1 QUELLE FORMATION CHOISIR APRÈS LE BAC ?

Après le bac, plusieurs formations en 2 ou 3 ans permettent de s'orienter vers les métiers des cabinets d'expertise comptable : le BTS* comptabilité et gestion (en 2 ans), le DCG* (en 3 ans), le BUT* GEA* (en 3 ans), ou encore la licence économie et gestion, également en 3 ans. « Dans les cabinets d'expertise comptable, les recrutements des collaborateurs comptables s'opèrent généralement avec un bac+3 minimum, observe Dominique Nechelis, directrice de la formation au Conseil national de l'Ordre des experts-comptables. Le BTS comptabilité et gestion peut donc constituer une première étape, mais il est vivement conseillé de poursuivre ses études pour entrer en cabinet. Avec un bon dossier, les titulaires du BTS comptabilité et gestion peuvent entrer en licence professionnelle métiers de la comptabilité et de la gestion, en 2^e ou 3^e année du BUT GEA ou en 2^e année du DCG. »

2 QUEL PROFIL POUR ENTRER EN DCG* ?

« Le DCG est un diplôme d'État exigeant, qui requiert un travail et un investissement réguliers, explique Laure Bataille, présidente de l'Association des professeurs de DCG et DSCG. Pour le valider, il faut obtenir 10 de moyenne sur l'ensemble des 13 UE* qui le composent, sans aucune note en dessous de 6. C'est pourquoi nous privilégions les profils équilibrés. Nous accueillons principalement des bacheliers généraux, quels que soient leurs enseignements de spécialité, et des bacheliers STMG*. La comptabilité ne demande pas un niveau élevé en mathématiques. Le cursus comprend également du droit et nécessite d'être à l'aise en rédaction. Nous choisissons les candidats qui présentent des résultats homogènes et dont les appréciations soulignent l'assiduité. Et nous vérifions qu'ils se sont informés sur la filière expertise comptable, grâce à des stages de découverte ou en participant à des journées portes ouvertes. En DCG, les élèves sont très encadrés, en petits effectifs, avec des devoirs sur table toutes les semaines. Le rythme est comparable à celui des classes préparatoires. Mieux vaut être averti. »

3 BUT* GEA* OU DCG* : QUELLES DIFFÉRENCES ?

« Le DCG s'adresse aux élèves qui savent dès la terminale qu'ils veulent faire de la comptabilité. Le BUT GEA laisse une année de plus pour se décider, explique Hervé Brocherieu, enseignant d'économie et gestion à l'IUT* de Vannes. Le BUT comporte en effet une année de tronc commun avant de choisir son parcours de spécialisation. Parmi les quatre proposés, le parcours GC2F (gestion comptable, fiscale et financière) permet d'obtenir par équivalence 9 des 13 UE* du DCG. Une autre différence avec le DCG est la validation par contrôle continu, qui convient mieux à certains profils. Très pratique, la formation donne un poids important aux situations d'apprentissage et d'évaluation. Ces projets à mener sur plusieurs semaines comptent pour beaucoup dans la note annuelle finale (40 % en 1^{re} année, 60 % en 3^e année). Le BUT permet ainsi aux bacheliers technologiques (STMG*, principalement), qui constituent la moitié de nos effectifs à l'entrée, de réaliser de belles trajectoires. La moitié de nos diplômés poursuivent leurs études, notamment en master CCA* ou en école de commerce. »

4 POURQUOI CONTINUER EN DSCG* ?

L'activité des cabinets d'expertise comptable étant de plus en plus orientée vers le conseil, poursuivre ses études jusqu'à un niveau bac+5 permet d'accéder plus rapidement à des fonctions de chef ou cheffe de mission, par exemple. « Les recruteurs recherchent des collaborateurs et collaboratrices comptables capables de prendre du recul, d'analyser la situation d'une entreprise à travers ses données comptables, de percevoir les différentes possibilités de développement qui s'offrent à elle », explique Laure Bataille, présidente de l'Association des professeurs de DCG* et de DSCG. Le DSCG, qui délivre le grade de master, est dans la continuité du DCG. Il peut se préparer en alternance. Comprenant 7 UE*, il est indispensable pour poursuivre jusqu'au DEC*. Ce dernier se valide après 3 années d'exercice en qualité d'expert-comptable stagiaire. Il comporte deux épreuves écrites, ainsi que la rédaction et la soutenance d'un mémoire.

5 MASTER CCA*: QUELS ATOUTS?

Permettant de valider 5 UE* sur les 7 que compte le DSCG*, le master CCA voit un grand nombre de ses diplômés rejoindre les cabinets d'expertise comptable. Autres employeurs : les cabinets d'audit ou de commissariat aux comptes. « Notre programme est calé sur celui du DSCG, indique Lionel Touchais, président de l'association France Master CCA. Mais nous y ajoutons une forte dimension managériale, avec des cours en gestion des équipes et des organisations, ainsi qu'en marketing (mercatique). Des compétences très prisées à un moment où les cabinets d'expertise comptable cherchent à promouvoir et à vendre des missions à forte valeur ajoutée. Autres atouts du master : sa quasi-gratuité et son lien étroit avec la recherche. La moitié des cours étant assurée par des enseignants-chercheurs, nos étudiants et étudiantes acquièrent une méthodologie de travail rigoureuse tout en ayant le recul nécessaire pour questionner leurs pratiques. Le taux d'insertion de nos diplômés est de 100% 6 mois après leur sortie et le tiers des experts-comptables stagiaires sont titulaires du master CCA. »

6 COMMENT CHOISIR SON ÉCOLE DE COMMERCE?

La comptabilité et la gestion d'entreprise sont étudiées en écoles de commerce. Toutes privées, elles sont cependant de qualité variable. Plusieurs labels sont à prendre en compte au moment de choisir sa formation : la reconnaissance de l'établissement par l'État, le visa accordé au diplôme par le ministère chargé de l'Enseignement supérieur. Les meilleures formations donnent en outre le grade de licence (bac+3) ou le grade de master (bac+5). « Le choix d'une école appelle une grande vigilance, prévient Dominique Nechelis, directrice de la formation au Conseil national de l'Ordre des experts-comptables. Car avoir un diplôme national de master ou conférant le grade de master est obligatoire pour s'inscrire aux épreuves du DSCG. » Parmi les écoles les plus réputées délivrant le grade de master, une dizaine propose des PGE* en expertise comptable et audit permettant de valider 3 à 5 UE* du DSCG. Leur liste est fixée par arrêté ministériel.

7 D'AUTRES SPÉCIALISATIONS POSSIBLES?

Les missions des cabinets d'expertise comptable évoluent vers davantage de conseil et d'accompagnement au pilotage des organisations. « La matière comptable reste le point de départ, explique Dominique Nechelis, directrice de la formation au Conseil national de l'Ordre des experts-comptables. Grâce aux évolutions numériques, l'ensemble des données collectées pour réaliser les documents comptables sont exploitées en temps réel pour élaborer des outils de contrôle de gestion et de pilotage de l'activité. » Les cabinets recherchent des analystes de données issus d'écoles de commerce, d'écoles d'ingénieurs ou de masters en science des données, par exemple pour développer des outils. Ils ont également besoin de juristes spécialisés en droit social pour accompagner leurs clients sur les sujets liés à l'emploi de salariés (contrat de travail, rémunération). Autres profils appréciés : des titulaires d'un bac+5 en gestion de patrimoine ou en RSE (responsabilité sociétale des entreprises) par exemple.

8 APPRENTISSAGE : QUEL RYTHME?

La plupart des diplômés du secteur peuvent être préparés tout ou partie en apprentissage. Le principe ? Se former tout en travaillant. Les apprentis alternent les cours dans un centre de formation et le travail dans une entreprise. Cette dernière prend en charge leurs frais de scolarité et leur verse une rémunération. Sous contrat de travail et intégrés aux équipes, les apprentis se voient confier des missions plus complètes que celles des stagiaires. Cette immersion dans le monde professionnel, ses méthodes de travail, ses délais à respecter et ses outils constitue un excellent moyen d'acquérir des compétences. Une expérience qui fait la différence au moment de chercher un premier emploi, quand l'apprentissage ne débouche pas directement sur une embauche en CDI (contrat à durée indéterminée) par l'entreprise qui a assuré la formation. À noter : il est indispensable de bien mesurer l'investissement nécessaire pour mener de front préparation du diplôme et activité professionnelle.

* Déroulés des sigles

BTS : brevet de technicien supérieur
BUT : bachelor universitaire de technologie
CCA : comptabilité, contrôle, audit
DCG : diplôme de comptabilité et de gestion
DEC : diplôme d'expertise comptable
DSCG : diplôme supérieur de comptabilité et de gestion

DUT : diplôme universitaire de technologie, devenu une certification intermédiaire du BUT
GEA : gestion des entreprises et des administrations
IAE : institut d'administration des entreprises
IUT : institut universitaire de technologie
PGE : programme grande école

STMG (bac) : sciences et technologies du management et de la gestion
UE : unité d'enseignement

MON TOP 3 DES MÉTIERS

1 MON PROFIL

J'établis mon profil professionnel en cochant les cases qui me correspondent.

MES PRÉFÉRENCES: J'AIMERAIS...

- Travailler: seul/seule ☐ en équipe ☐
- Avoir des horaires: fixes ☐ souples ☐
- Passer mes journées: au bureau ☐ en extérieur ☐
- Exercer une pratique plutôt: technique ☐ intellectuelle ☐
- Travailler dans: une petite ou moyenne entreprise ☐ au sein d'un grand groupe ☐ à mon compte ☐

MES QUALITÉS: LES 3 QUI ME CARACTÉRISENT...

- | | | | | |
|--|----------------------------------|--|------------------------------------|--|
| ☐ Aisance relationnelle | ☐ Curiosité | ☐ Esprit critique | ☐ Organisation | ☐ Réactivité |
| ☐ Appétence pour les chiffres | ☐ Discrétion | ☐ Esprit d'analyse | ☐ Pédagogie | ☐ Rigueur |
| ☐ Bonne expression écrite et orale | ☐ Écoute | ☐ Esprit de synthèse | ☐ Polyvalence | ☐ Sens des responsabilités |

MON PROJET DE FORMATION: JE ME PROJETTE DANS...

- Des études: courtes (bac+3) ☐ longues (bac+5 et plus) ☐
- Une formation: par la voie scolaire ☐ en apprentissage ☐ indifférent ☐

2 MA SÉLECTION DE MÉTIERS

J'inscris dans le tableau ci-dessous les 5 métiers qui ont le plus attiré mon attention au fil de ma lecture. En consultant les fiches métiers en bas des portraits, j'évalue à quel degré ces métiers correspondent à mon profil (♥ un peu, ♥♥ beaucoup, ♥♥♥ complètement). Nous avons rempli un exemple!

Métier qui m'a plu	Il correspond à mes préférences	Il correspond à mes qualités	Il correspond à mon projet de formation	Total de ♥
Collaborateur/ Collaboratrice comptable	♥♥♥	♥♥	♥♥♥	8
...				
...				
...				
...				
...				

3 MON TOP 3

Je sélectionne les 3 métiers qui ont obtenu le plus de ♥ dans le tableau ci-dessus. En face de chacun d'eux, j'inscris le projet de formation correspondant. À moi maintenant de me renseigner davantage sur ces métiers!

	Métier envisagé	Diplômes requis
1		
2		
3		

Les cabinets
d'expertise comptable,

Adrien,
Chef de mission

des



Camille,
Cheffe d'entreprise

métiers
infiniment
humains



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

 **ONISEP**

ZOOM SUR LES MÉTIERS **EN CABINET D'EXPERTISE** **COMPTABLE**

Indispensables au bon fonctionnement de notre économie, les cabinets d'expertise comptable accompagnent au quotidien près de 4 millions d'entreprises. Contraint de s'adapter en permanence aux évolutions de la réglementation et à la transition numérique, le secteur recherche des compétences en lien avec ces enjeux. Il offre plus de 20000 postes par an.

Quels métiers y exerce-t-on ? Quel est le quotidien des 190000 personnes qui y travaillent ? Y a-t-il des opportunités pour les jeunes ? Peut-on facilement évoluer ? Quelles formations sont les mieux adaptées pour s'insérer ?

Largement illustrée, cette publication propose une information synthétique sur un secteur qui recrute. Elle fait découvrir les métiers grâce aux témoignages de celles et ceux qui les exercent. À travers leurs parcours parfois atypiques, elle livre les clés de stratégies d'orientation possibles.

Ce guide aidera les jeunes à se projeter dans leur vie professionnelle et à trouver leur voie. Pour les équipes éducatives, c'est une ressource utile à la découverte des métiers et au parcours Avenir des élèves, au collège et au lycée, ainsi qu'à l'orientation des étudiantes et étudiants.

DANS CE NUMÉRO

EMPLOI

Questions/Réponses

De quoi parle-t-on ?
Quels débouchés pour les jeunes ?
Comment faire carrière ?
Et les métiers demain ?

PORTRAITS DE PROS

Direction de cabinet
Missions comptables et fiscales
Missions sociales et paie
Mission d'accompagnement

FORMATIONS

À chacun et chacune son parcours
Les diplômes du secteur
Questions/Réponses

QUIZ

Mon top 3 des métiers

Cette publication a été réalisée
en collaboration avec :

**ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES** 

librairie.onisep.fr

ISBN 978-2-273-01809-8



4,90€ 9 782273 018098